

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

| | |
|--------------|--|
| Commission | |
| Gouvernement | |

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-852

présenté par

M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguiier, Mme Rubin et Mme Taurine

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Plan de relance »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

| Programmes | + | - |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Écologie | 0 | 0 |
| Compétitivité | 0 | 150 000 000 |
| Cohésion | 0 | 0 |
| Amélioration des conditions de travail des métiers du lien (<i>ligne nouvelle</i>) | 150 000 000 | 0 |
| TOTAUX | 150 000 000 | 150 000 000 |
| SOLDE | 0 | |

EXPOSÉ SOMMAIRE

"Il faut que soit mises à disposition des aides à domicile l'équipement nécessaire à la protection face au Covid : les AVS doivent bénéficier, comme les personnels soignants, de manière prioritaire et

gratuite, des équipements de protection : masques, gel, blouses, surblouses... du fait de leur intervention auprès de personnes de surcroît souvent fragiles. A cet effet, nous souhaitons ici mettre en place des fonds afin que l'État puisse financer des aides directes aux Services d'aide et d'accompagnement à domicile afin de se procurer les équipements nécessaires pour protéger les salariés du Covid 19. En ce sens, le présent amendement vise à annuler au sein de la mission « Plan de relance », 150 millions d'euros d'AE et CP pour l'action 04 – ""Mise à niveau numérique de l'État, des territoires et des entreprises – modernisation des administrations régaliennes"" du programme 363 « Compétitivité » et à ouvrir, en conséquence, 150 millions d'euros d'AE et CP pour l'action 01 d'un nouveau programme nommé « Amélioration des conditions de travail des métiers du lien ». Les règles de recevabilité nous obligent à gager via un transfert de crédits provenant d'un autre programme de la mission. Nous appelons néanmoins le gouvernement à lever le gage.

"